



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



DJIBOUTI



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



DJIBOUTI

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Djibouti, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org

Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2017

ISBN : 978-99944-70-11-2

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	v
Remerciements	vii
Djibouti en bref	viii
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	3
3. Performances économiques	7
3.1 Croissance économique	7
3.2 Politique budgétaire	10
3.3 Politique monétaire	11
3.4 Compte courant	12
3.5 Comptes de capital et d'opérations financières	14
4. Développement social	17
4.1 Dynamique démographique	18
4.2 Pauvreté et emploi	19
4.3 Santé	20
4.4 Éducation	21
4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Djibouti	21
5. Analyse thématique : Développer les capacités humaines en vue de la transformation structurelle	23
6. Évaluation de la qualité des données nationales	27
Bibliographie	28

Liste des sigles et abréviations

AMISOM	Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie
BAD	Banque africaine de développement
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
DISED	Direction de la statistique et des études démographiques
FD	Franc djiboutien
FMI	Fonds monétaire international
ICF	Indice de la condition féminine
IDE	Investissement direct étranger
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
INDS	Initiative nationale pour le développement social
IDISA	Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique
OMI	Organisation maritime internationale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SCAPE	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi
UIP	Union interparlementaire

Remerciements

La série de profils de pays publiés annuellement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la CEA et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays de Djibouti a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA chargée de la diffusion du savoir et la supervision directe de Andrew Mold, Directeur par intérim du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est. L'auteur principal du profil de pays de Djibouti était Emelang Leteane, fonctionnaire chargée des affaires sociales du Bureau sous-régional en Afrique de l'Est. La mission de collecte des données à Djibouti en septembre 2016 a été menée conjointement avec Meriem Ait Ouyahia, statisticienne au Centre africain pour la statistique.

Nous tenons à remercier le Gouvernement djiboutien pour sa collaboration, en particulier le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, Mohamed Ali Hassan, pour son rôle de coordination et pour avoir facilité les réunions avec les fonctionnaires au sein des divers ministères et institutions, notamment du Ministère de l'économie et des finances, de la Banque centrale, du Bureau de la statistique et de l'Autorité des ports et des zones franches.

Le groupe d'examen interne, réuni par la Section de la qualité opérationnelle de la CEA, a apporté de précieuses contributions et observations. Nous tenons aussi à remercier Mulugeta Saare, professeur assistant au College of Engineering and Technology de l'Université de l'État de Virginie pour ses avis d'expert et sa perspicacité et Laura-Anne Naliaka pour avoir apporté son aide à la gestion des données.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression de la série des profils de pays 2016.

Djibouti en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique de l'Est	Indice de développement humain	168	188	2014	PNUD
Langue officielle	Français, arabe	Indice d'inégalités entre les sexes	0	155	2014	PNUD
Monnaie	Franc djiboutien	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	36	54	2014	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Djibouti	Indice de la facilité de faire des affaires	169	189	2015	Banque mondiale
Appartenance à une/ des Communauté(s) économique(s) régionale(s)	COMESA, IGAD, CEN-SAD	Indice de perception de la corruption	34	168	2015	Transparency International



Croissance économique

Djibouti a enregistré une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) d'environ 5 % au cours des cinq dernières années, avec une accélération en 2015 (6,5 %). D'après les prévisions du Gouvernement, cette croissance atteindra 7,2 % en 2016, essentiellement tirée par l'investissement public et privé dans les projets du pays. Les secteurs des transports et des services, notamment la logistique et les communications, ont été au fondement de l'activité et de la croissance économiques.



Politique budgétaire

Les dépenses publiques ont augmenté, atteignant un pic en 2015. Les dépenses d'investissement représentaient environ 14,5 % du PIB en 2015. Cette tendance devrait s'amplifier avec la poursuite des plans d'expansion des infrastructures du Gouvernement. Le budget a été financé en grande partie par les recettes fiscales, qui représentaient 20 % du PIB en 2015, tandis que les dons s'élevaient à 6,8 %.



Politique monétaire

L'inflation a atteint un sommet de 5,1 % en 2011, mais n'a cessé de diminuer depuis, pour s'établir à 2,0 % en 2015. Cette baisse a été largement imputable à la chute des prix du pétrole et aux mesures prises par l'État pour limiter le prix du pétrole lampant.



Compte courant

Le solde du compte de revenu primaire s'est amélioré d'environ 39 % grâce à la hausse sensible des entrées de revenu des placements en 2014 et 2015. Cette évolution était en grande partie due aux avoirs extérieurs du système financier national. Le déficit du compte courant s'est creusé en 2015, essentiellement sous l'effet de la détérioration de la balance commerciale.



Investissement direct étranger

Le solde du compte d'opérations financières a diminué d'environ 10 % en 2015, en grande partie en raison du fléchissement de l'investissement direct étranger (IDE), qui a reculé d'environ 19 % entre 2014 et 2015. Les envois de fonds représentaient 2,3 % du PIB en 2015.



Dynamique démographique

La population djiboutienne était estimée en 2014 à 939 300 habitants, âgés pour l'essentiel (63,6 %) de 15 à 64 ans. Si la densité de population, de 38 habitants au kilomètre carré, demeure gérable, seules 10 % des terres sont cependant arables.



Pauvreté

En 2015, Djibouti affichait l'un des PIB par habitant les plus élevés en Afrique, estimé à 2 006 dollars. L'indice de la pauvreté était estimé à 22,5 % en 2013, contre 18,5 % en 2012. Les niveaux de pauvreté étaient plus forts dans les zones rurales, signe de grandes disparités, qui pourraient bien être en train de s'accroître. L'indice de Gini a grimpé à 44,1 % en 2013, contre 40,0 % en 2002.



Emploi

Selon les chiffres officiels, le chômage s'élève à 9,8 %, mais s'accompagne d'un taux d'inactivité extrêmement élevé (62 %) chez la population en âge de travailler.



Santé

Les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) s'établissaient respectivement à 100,8 et 54,2 en 2015, tandis que le taux de mortalité néonatale était de 33,4. Ces chiffres pourraient s'expliquer par la proportion relativement élevée (87,4 %) de naissances assistées par des soignants qualifiés. Les retards de croissance demeurent toutefois monnaie courante, et le pays doit importer des denrées alimentaires pour faire face à ses besoins nutritionnels.



Éducation

Le taux brut de scolarisation a augmenté dans l'enseignement primaire à secondaire. L'écart entre les taux d'alphabétisation des garçons (60,1 %) et des filles (39,5 %) est le signe qu'il existe des difficultés structurelles qu'il convient de régler. Le décrochage scolaire touche également davantage de filles que de garçons.



Genre

D'après les données, il existe une égalité de genre, la note de parité étant de 10 pour les indicateurs de santé. S'agissant du taux de survie et des enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance, avec des notes respectivement de 15 et 11, les filles s'en sortent mieux que les garçons.

Vue d'ensemble

Djibouti continue de tirer parti de sa situation géostratégique sur la côte de l'océan Indien, malgré les difficultés que posent des conditions climatiques défavorables et un taux de chômage élevé, entre autres. Le pays est l'une des économies qui enregistre la croissance, de 5 % en moyenne au cours des cinq dernières années, la plus rapide en Afrique de l'Est. L'économie est essentiellement soutenue et tirée par les secteurs des transports et des services. Des investissements considérables dans les infrastructures ont permis d'accroître le trafic portuaire, qui est passé de 7,8 millions de tonnes de marchandises sèches en 2014 à 9,2 millions de tonnes en 2015. Le déficit budgétaire (hors dons) s'élevait à 8,2 % du PIB en 2014 et 8,5 % du PIB en 2015. Les dépenses renouvelables représentaient environ 65 % des dépenses totales en 2014 – soit environ 22,9 % du PIB de cette année-là. La croissance économique devrait atteindre 7,2 % en 2016, tirée en grande partie par l'investissement public et privé dans de grands projets, qui devraient créer des emplois.

Djibouti affiche l'un des PIB par habitant les plus élevés en Afrique. Paradoxalement, toutefois, son indice de la pauvreté a augmenté au fil du temps, les niveaux de pauvreté étant élevés en milieu rural. Malgré un taux de chômage de 9,8 %, la majorité de la population active ne travaille pas, le taux d'inactivité atteignant 62 %. Si les femmes semblent avoir été exclues du développement dans une moindre mesure ces dernières années, l'exclusion humaine demeure cependant élevée, en particulier dans les régions rurales. La population djiboutienne a augmenté de plus de 20 % depuis 2000 et est aujourd'hui estimée à 939 300 habitants. Le pays consacre 8,9 % de son PIB à la santé et a enregistré une amélioration globale des résultats dans ce secteur. Si les soins de santé sont en principe gratuits, il existe cependant des disparités entre les campagnes et les villes, qu'il convient de combler. Le taux brut de scolarisation a augmenté à tous les niveaux de l'enseignement. Djibouti pourrait toutefois faire mieux en matière d'inégalités entre les sexes.

S'il entend accélérer le rythme de sa transformation structurelle, le pays doit instaurer des politiques et mettre en œuvre des stratégies axées sur le développement des compétences. Le développement de ces compétences dans les domaines de l'éducation et de l'entrepreneuriat sera en effet essentiel à la transformation de l'économie. Il pourrait

être bénéfique pour le capital humain national de réaliser de nouveaux investissements et de combler les écarts existant entre les sexes, ce qui stimulerait le programme de diversification économique. Le secteur privé présente en outre un ensemble de faiblesses, et le Gouvernement devrait s'employer à soutenir davantage les entreprises, en particulier dans les secteurs industriel et manufacturier, afin de faciliter une croissance économique durable.

Contexte national et sous-régional

Pays de la Corne de l'Afrique, Djibouti affiche une population de 939 300 habitants (Direction de la statistique et des études démographiques (DISED), 2015). Son économie dépend énormément de la situation géostratégique du pays en Afrique de l'Est, à l'entrée de la mer Rouge et du golfe d'Aden sur l'océan Indien, dont elle tire parti. Cette situation recèle des possibilités et des difficultés pour la croissance économique et le développement. Le vaste littoral doit être sécurisé et la route maritime protégée. Le centre régional de formation maritime de l'Organisation maritime internationale (OMI), qui compte parmi ses membres et ses participants un certain nombre de pays africains et autres, a son siège à Djibouti, à l'instar de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui réunit huit pays d'Afrique de l'Est¹. Indispensables à l'existence du pays, ses ports sont un trait caractéristique de ses activités commerciales.

Contrairement à ses voisins, Djibouti connaît une paix relative depuis son indépendance en 1977. Le pays considère que la paix et la sécurité sont des atouts et des éléments essentiels de l'intégration régionale et de la croissance. Il est en outre conscient de l'importance de la stabilité dans la sous-région pour réaliser sa Vision 2035 (Djibouti, 2013). Son rôle en tant que pourvoyeur de forces terrestres de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) témoigne de son engagement en faveur de la paix et de la sécurité dans la région. Cela n'a toutefois pas été sans difficultés. L'attentat terroriste commis en 2014 par deux kamikazes dans un restaurant très fréquenté a soulevé des craintes. Il a été revendiqué par le Mouvement des Chabab, qui a cité la participation de Djibouti à l'AMISOM pour justifier ses actes.

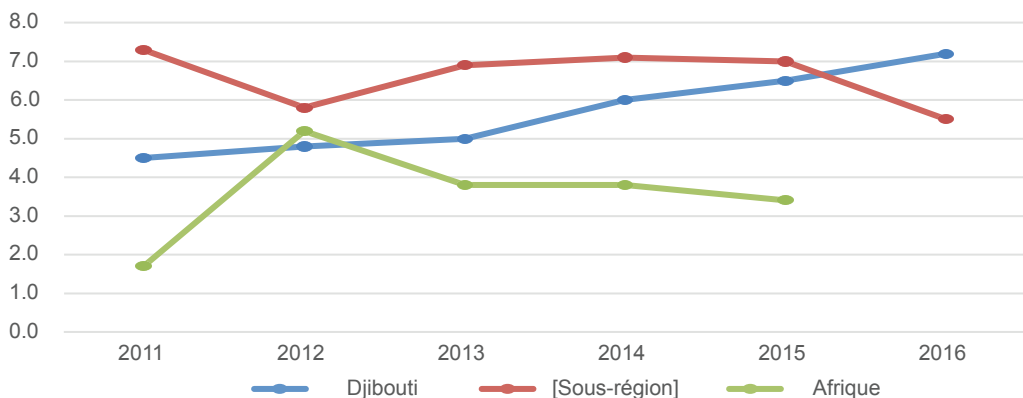
La situation géographique de Djibouti a évidemment contribué à sa croissance économique. En exploitant cet atout naturel, le pays a pu investir massivement dans les infrastructures afin de stimuler la croissance économique. Par rapport aux autres pays de la région, Djibouti a enregistré une croissance soutenue, qui est passée de 4,5 % en 2011 à 6,5 % en 2015 (voir figure 1). Cette croissance a été en grande partie tirée par le développement des services portuaires, qui ont généré des recettes stables. Supérieur à la moyenne du continent, le taux de croissance du PIB du pays est cependant inférieur à la norme dans la sous-région en 2014 et 2015. Le Gouvernement a par ailleurs prévu une croissance de 7,2 % en 2016 en se basant sur les investissements massifs des secteurs public et privé (Djibouti, 2016).

¹ À l'exception du Kenya, tous les membres de l'IGAD font partie des pays les moins avancés.

Djibouti entend poursuivre l'ouverture de son économie aux échanges internationaux et devenir un partenaire plus actif au sein des blocs d'intégration régionale. Le pays est membre du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et de l'IGAD. C'est également un membre actif de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). Le Gouvernement djiboutien a par ailleurs déclaré qu'il considère qu'un marché unique entre Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Somalie et le Soudan du Sud serait souhaitable (Djibouti, 2013). Cela permettrait de passer d'un marché de 99,8 millions pour Djibouti et l'Éthiopie à un marché d'environ 130 millions. L'encadré 1 illustre la place du pays au sein des diverses communautés économiques régionales.

Les grands chantiers d'infrastructures réalisés dans le pays lui permettront de continuer à se positionner comme une plaque tournante commerciale et logistique aux niveaux régional et international. La ligne de chemin de fer électrifiée à voie normale entre Djibouti et l'Éthiopie récemment inaugurée devrait désengorger le trafic routier entre les deux pays en absorbant une partie des 1 800 à 2 200 camions qui empruntent chaque jour cette route. Cette ligne ferroviaire de 750 kilomètres de long est le fruit d'un investissement transfrontière qui profite aux deux pays. Reliant l'Éthiopie aux ports et à des transports maritimes plus rapides, elle réduit les temps de transport, donne à Djibouti accès au marché éthiopien et consolide la place des ports djiboutiens comme plates-formes d'éclatement logistique, tout en concourant à la connectivité routière du continent². La China Railway Construction Corporation a construit 100 kilomètres de la section djiboutienne du chemin de fer dans le cadre d'un contrat de 505 millions de dollars conclu avec le Gouvernement (Railway Gazette, 2015).

Figure 1: Croissance du PIB réel



Sources : Banque centrale de Djibouti (2013 et 2015) et calculs de la CEA.

² Actuellement utilisée pour le fret, la ligne devrait être ouverte au transport de passagers dans un délai de trois mois après la période de test initiale.

Encadré 1: Indice d'intégration régionale en Afrique - Djibouti

L'indice d'intégration régionale en Afrique permet d'apprécier dans quelle mesure chaque pays africain respecte ses engagements par rapport aux cadres d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja.

Établi conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA) et la CEA, l'indice s'intéresse aux dimensions suivantes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement des chaînes de valeur régionales), les interconnexions et les infrastructures régionales ainsi que la convergence des politiques macroéconomiques. La section suivante rend compte des indicateurs retenus par l'indice.

Classement général:

3^e dans l'IGAD (note : 0,59) ^a

16^e dans le COMESA (note : 0,32)

14^e dans la CEN-SAD (note : 0,36)

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration productive	Infrastructures	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques
5 ^e dans l'IGAD (note : 0,2) 12 ^e dans le COMESA (note : 0,19) 21 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,29)	5 ^e dans l'IGAD (note : 0,39) ^b 19 ^e dans le COMESA (note : 0,01) 22 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,17)	3 ^e dans l'IGAD (note : 0,92) 6 ^e dans le COMESA (note : 0,57) 2 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,7)	1 ^{er} dans l'IGAD (note : 0,93) 17 ^e dans le COMESA (note : 0,33) 18 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,21)	1 ^{er} dans l'IGAD (note : 0,5) 3 ^e dans le COMESA (note : 0,48) 13 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,44)

Djibouti affiche une performance modérée à faible au sein des membres de l'IGAD, du COMESA et de la CEN-SAD dans l'indice global, où le pays se classe respectivement aux 3^e, 16^e et 14^e rangs.

Libre circulation des personnes : Le résultat est modéré à faible (5^e dans l'Autorité intergouvernementale pour le développement et 12^e dans le COMESA). Djibouti n'a pas encore ratifié les instruments de l'IGAD et du COMESA concernant la libre circulation des personnes, le droit d'établissement et la libre circulation des travailleurs, tandis qu'il a déjà ratifié les instruments de la CEN-SAD. Environ 99 % des États membres de l'IGAD, 96 % de ceux de la CEN-SAD et 95 % de ceux du COMESA peuvent obtenir un visa à l'arrivée dans le pays.

Intégration commerciale : Le résultat est modéré à faible (5^e dans l'IGAD, 10^e dans la CEEAC, 19^e dans le COMESA). Djibouti applique des droits de douane moyens d'environ 1,7 % sur les importations en provenance de l'IGAD, 17,8 % sur celles venant de la CEN SAD et 12,5 % sur celles arrivant du COMESA (données 2014). Sur la période 2010-2013, les importations en provenance du reste de l'IGAD, du COMESA et de la CEN-SAD ne représentaient respectivement que 1,5 %, 1,9 % et 1,1 % du PIB. Les exportations vers l'IGAD, le COMESA et la CEN-SAD s'élevaient quant à elles respectivement à 1,3 %, 2,4 % et 1,6 % du PIB en moyenne sur la même période.

Intégration productive : Le résultat est bon à modéré (2^e dans la CEN-SAD, 3^e dans l'IGAD, 6^e dans le COMESA). Le commerce de Djibouti est modérément complémentaire de celui de ses partenaires. Le pays affiche un indice de complémentarité des marchandises de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de 0,34 par rapport aux autres pays de l'IGAD, de la CEN-SAD et du COMESA sur la période 2010-2013. Ce chiffre suggère qu'il existe une corrélation encourageante entre la structure des exportations de Djibouti et la structure des importations de l'IGAD, du COMESA et de la CEN-SAD.

^a Un système de classification à l'échelle continentale, comparant les performances de tous les pays africains en termes d'intégration régionale, est en cours d'élaboration et sera inclus dans les prochaines mises à jour du présent profil de pays.

Infrastructures : Le résultat est bon, modéré et faible (1^{er} dans l'IGAD, 17^e dans le COMESA, 18^e dans la CEN-SAD). Le pays se classait premier au sein des membres de l'IGAD pour sa performance moyenne selon l'indice de développement des infrastructures de la Banque africaine de développement (BAD) entre 2010 et 2012. Environ 58 % des vols internationaux à destination et en provenance de Djibouti étaient effectués au sein de l'IGAD, 47 % dans la CEN-SAD et 35 % au sein du COMESA (quatrième taux le plus faible parmi les membres du COMESA). L'itinérance des téléphones mobiles est relativement coûteuse à Djibouti (frais d'itinérance les plus élevés parmi les membres de l'IGAD pour lesquels on disposait de données).

Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques : Le résultat est bon, modéré et faible (1^{er} dans l'IGAD, 3^e dans le COMESA, 13^e dans la CEN-SAD). D'environ 2,4 %, le taux d'inflation à Djibouti est relativement faible. C'est le deuxième taux le plus bas dans l'IGAD et le huitième taux le plus bas dans le COMESA.

Globalement, Djibouti affiche une performance modérée à faible : le pays s'en sort mieux dans les domaines des infrastructures, de l'intégration financière et de la convergence des politiques macroéconomiques, mais enregistre un résultat modéré à faible dans les domaines de la libre circulation des personnes, de l'intégration commerciale et de l'intégration productive. Des mesures de politique générale spécifiques pourraient accroître ses performances, comme par exemple explorer d'autres politiques macroéconomiques, telles que la ratification des instruments de l'IGAD et du COMESA relatifs à la libre circulation des personnes et l'autorisation d'entrée sans visa des ressortissants de davantage de pays de la région, et envisager d'autres mesures afin de stimuler le commerce intrarégional de biens et de services.

a Le premier du classement dans l'IGAD est le Kenya (note : 0,77).

b Le premier du classement dans l'IGAD est l'Ouganda (note : 0,99).

c Le premier du classement dans l'IGAD est le Kenya (note : 0,97).

Performances économiques

3.1 Croissance économique

Dans sa Vision 2035, Djibouti exprime son aspiration à devenir “le phare de la mer Rouge et le hub commercial et logistique de l’Afrique”. Les développements concentrés dans les ports traduisent cette ambition nationale. Le pays a en outre élaboré une Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l’emploi (SCAPE) pour la période 2015-2019 en vue d’atteindre cet objectif (Djibouti, 2013). Il s’agit d’une stratégie pour la mise en œuvre des politiques visant à consolider des secteurs importants (transports et logistique, et communications) et à développer de nouveaux secteurs porteurs, tels que le tourisme et la pêche, qui offrent des avantages comparatifs et un fort potentiel de création de nouvelles perspectives d’emploi (Djibouti, 2015).

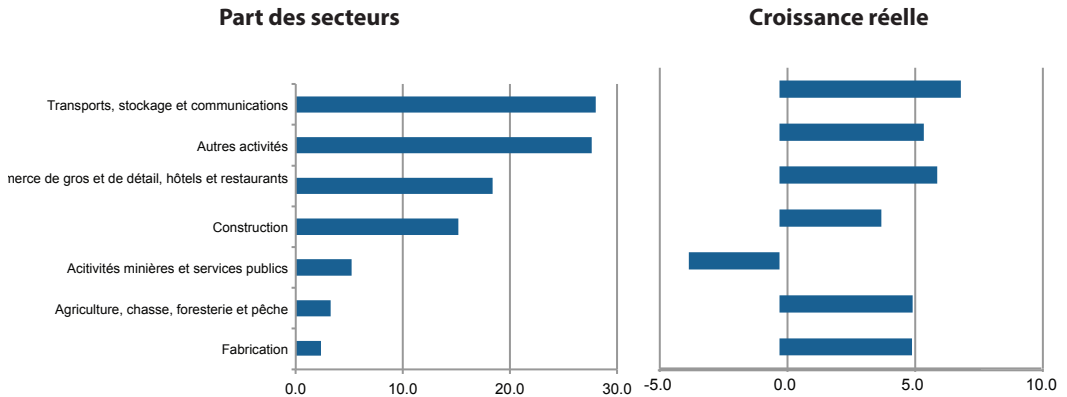
L’économie de Djibouti est principalement soutenue et tirée par les secteurs des transports et des services, qui représentaient près de 74 % de la valeur ajoutée du PIB en 2014. C’étaient aussi les secteurs à la croissance la plus rapide en 2014 : les transports, le stockage et les communications ont progressé de 7,1 %, et l’hôtellerie de 6,2 %. Leur croissance a accéléré rapidement, passant de 0,9 % en 2012 à 7,1 % en 2014 (ONU, 2016). Elle peut être imputée en grande partie à l’accent mis par le Gouvernement sur l’expansion des ports au cours des dernières années. L’activité conteneurs et non-conteneurs totale dans les ports a doublé entre 2010 et 2015.³

L’économie de Djibouti est très dépendante de ses voisins, en particulier de l’Éthiopie. Les liens historiques et les solides relations économiques entre les deux pays ont été bénéfiques. La transformation économique de l’Éthiopie a contribué à accroître l’activité portuaire, qui est passée de 8,58 millions de tonnes à 9,98 millions de tonnes entre 2014 et 2015 (Djibouti, 2016). Elle représentait 81 % du flux total de trafic portuaire en 2014, et jusqu’à 83 % en 2015 (Banque centrale de Djibouti, 2015). Air Djibouti a par ailleurs commencé à exercer des activités de fret, car le pays veut s’assurer de capter la part du marché du transport régional de marchandises au-delà des ports. Cette compagnie aérienne a également repris ses vols internationaux de passagers à destination des pays voisins⁴.

³ D’après l’Autorité des ports et des zones franches de Djibouti, l’activité portuaire a enregistré une hausse de plus de 50 % entre 2010 et 2015.

⁴ Entreprise issue d’un partenariat public-privé, la compagnie aérienne Air Djibouti a déjà été lancée avec des vols à destination d’Hargeisa, Berbera, Dire Dawa et Addis-Abeba.

Figure 2: Part et croissance des secteurs en 2014 (en pourcentage)



Sources : Calculs de la CEA d'après les données de l'ONU (ONU, 2016).

En 2014, les activités liées au secteur des services (74 % du PIB) ont éclipsé l'industrie (22,8 %) et l'agriculture (3,2 %)⁵. Représentant les grands projets d'infrastructures actuellement menés, la construction représentait 15,2 % du PIB. Parti de zéro, le secteur manufacturier a atteint 2,4 % en 2015, ce qui ne représente encore qu'une valeur ajoutée estimée de 33 millions de dollars (dollars des États-Unis constants de 2010) (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2016), signe de la portée très limitée du secteur.

La croissance du secteur agricole a été freinée par des conditions climatiques hostiles et par le fait que seuls 10 % environ des terres arables sont actuellement disponibles pour les cultures (Banque centrale de Djibouti, 2015). La contribution de l'agriculture au PIB s'est élevée à environ 2 % sur la période 2011-2014, soit un chiffre inférieur à l'objectif de 3,7 % en 2012, 4,1 % en 2022 et 5 % en 2035 fixé dans la Vision 2035. Il faut prendre des mesures draconiennes à court et long termes afin de donner au pays l'élan nécessaire pour atteindre ces objectifs. D'après le Gouvernement, la production agricole du pays en 2015 a enregistré une progression de 6,9 % par rapport à la même période en 2014 (Djibouti, 2016). Le Gouvernement développe actuellement le secteur agricole afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire de l'économie en créant des programmes destinés à résorber certains des goulets d'étranglement qui le touchent : pénurie de ressources en eau aisément mobilisables, irrigation, faiblesse des organisations de producteurs et manque d'infrastructures de stockage, etc. (Banque centrale de Djibouti, 2015)⁶.

⁵ L'industrie englobe les activités minières et les services publics, la fabrication et la construction. Les statistiques de l'ONU ont été employées à des fins de comparabilité.

⁶ L'un des objectifs soulignés par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la mer dans le Plan directeur du développement du secteur primaire est d'améliorer l'exploitation des ressources hydriques du pays.

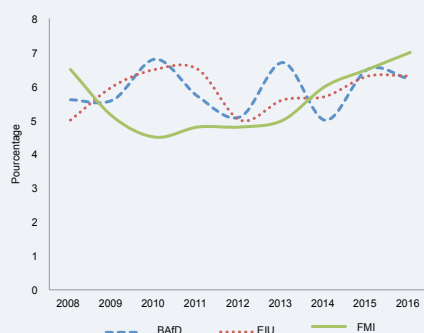
Malgré des perspectives positives, la croissance et la stabilité macroéconomique demeurent exposées à des risques conséquents. Les principaux risques à la baisse sont notamment des retards dans la construction, une gestion inefficace des nouvelles infrastructures et la survenue d'événements économiques potentiellement défavorables en Éthiopie, dont les opérations de transbordement et de transit commercial représentent plus de 80 % des activités portuaires à Djibouti. L'évolution de la situation sécuritaire dans les pays voisins et l'instabilité intérieure, sociale et économique pourraient également compromettre la croissance (Banque mondiale, 2016). L'encadré 2 présente les prévisions de croissance selon différentes institutions.

Encadré 2: Analyse comparative des prévisions pour Djibouti

Plusieurs institutions produisent à l'heure actuelle des prévisions de croissance économique pour Djibouti, notamment la BAD, l'Economist Intelligence Unit (service de recherche du magazine The Economist) et le Fonds monétaire international (FMI). Ces prévisions divergeaient entre elles parfois jusqu'à 2,3 % sur la période 2008-2016 (voir figure A). Les plus optimistes étaient celles de la BAD et de l'Economist Intelligence Unit, à savoir 5,9 % en moyenne sur la période 2008-2016. Au-delà, les estimations de taux de croissance les plus optimistes pour 2016 ont été données par le FMI (7 %), suivi de l'Economist Intelligence Unit (6,3 %) et de la BAD (6,2 %).

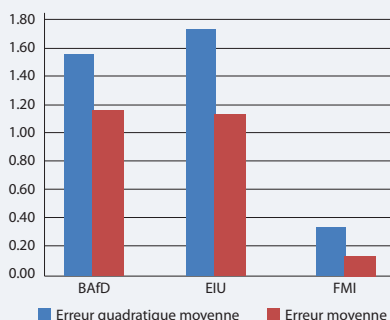
Le degré de précision de ces prévisions étant une question importante, la CEA a donc étudié quelles prévisions tendent à être plus fiables. Pour cela, elle a calculé l'erreur quadratique moyenne et l'erreur moyenne, qui sont les mesures les plus couramment employées pour évaluer les prévisions. Plus ces valeurs d'erreur sont élevées, moins les prévisions sont fiables. Il en ressort que sur la période 2008-2014, les prévisions du FMI, suivies de celles de l'Economist Intelligence Unit, sont relativement plus justes, tandis que les erreurs de prévision sont assez élevées pour la BAD (voir figure B).

Figure A: Prévisions de taux de croissance du PIB réel par institution



Source : Graphique établi par la CEA.

Figure B: Précision des prévisions sur la période 2008-2014



Source : Calculs de la CEA.

^a Pour plus d'informations sur ces termes et sur la méthodologie employée par la CEA pour évaluer la précision des prévisions, voir le document intitulé "Approaches to evaluating forecast performance" (CEA, 2015).

3.2 Politique budgétaire

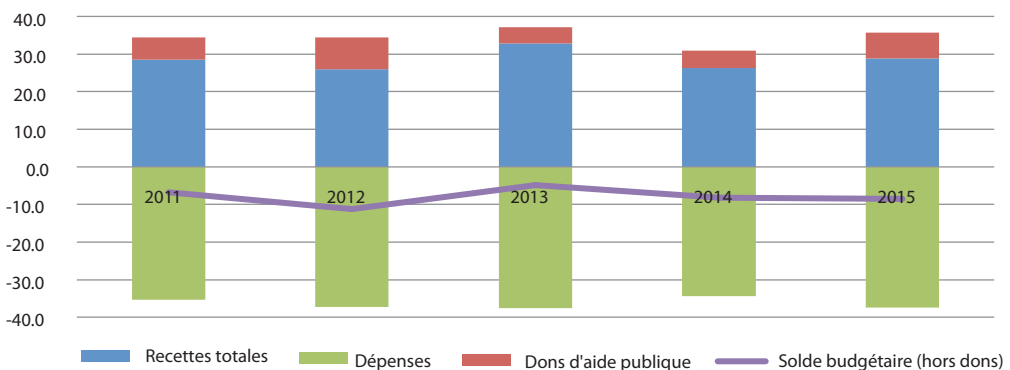
Le déficit budgétaire en pourcentage du PIB s'est creusé sur la période 2014-2015, passant de -8,2 % à -8,5 %, sous l'effet d'une augmentation des dépenses publiques (voir figure 3). Ces dépenses ont progressé au cours des dernières années, atteignant un pic de 115 239 millions de francs djiboutiens en 2015 (Djibouti, 2016). Les dépenses renouvelables, qui s'élevaient à 22,9 % du PIB en 2014, sont restées inchangées en 2015. Elles ont servi essentiellement au paiement de salaires et à l'achat de matériaux.

L'accent mis par le Gouvernement sur l'amélioration des infrastructures dans le pays a par ailleurs entraîné une hausse des dépenses publiques, qui s'élevaient à 37,3 % du PIB en 2015, contre 35,3 % en 2011 (voir figure 4). Les dépenses d'investissement ont progressé de 11,1 % du PIB en 2011 à 14,4 % du PIB en 2015. Les recettes totales en pourcentage du PIB sont restées presque constantes, atteignant 28,5 % en 2011, contre 28,8 % en 2015.

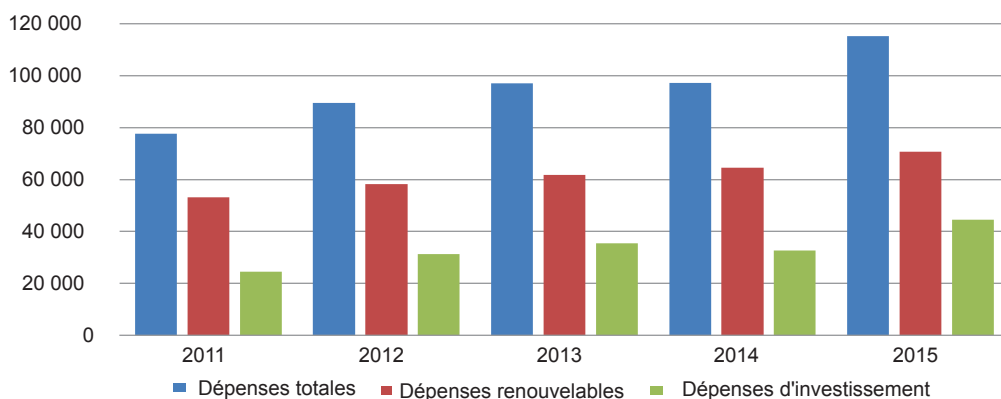
Le déficit budgétaire (hors dons) s'élevait à 8,2 % du PIB en 2014 et à 8,5 % du PIB en 2015. D'après la Banque mondiale, il devrait retomber à 5,2 % du PIB en moyenne sur la période 2016-2018 (Banque mondiale, 2016). Elle postule que cette amélioration sera le fruit de la réalisation de deux attentes, à savoir que : a) les investissements actuels généreront davantage de recettes, grâce aux nouvelles capacités de production et d'exportation, qui compenseront le poids du service de la dette ; et b) le Gouvernement entreprendra une série de réformes afin d'améliorer la mobilisation des ressources. Alors que les grands projets d'infrastructures touchent à leur fin, les dépenses publiques s'allégeront également.

Il faut toutefois engager une réforme budgétaire afin de générer les recettes nécessaires pour assurer le paiement de la dette extérieure croissante du pays et constituer des amortisseurs contre les risques (FMI, 2016b). Le ratio dette extérieure/PIB devrait grimper de 48 % en 2013

Figure 3: Recettes, dépenses et déficits publics (en pourcentage du PIB)



Source : Djibouti (2016).

Figure 4: Tendence des dépenses (En millions de francs djiboutiens)

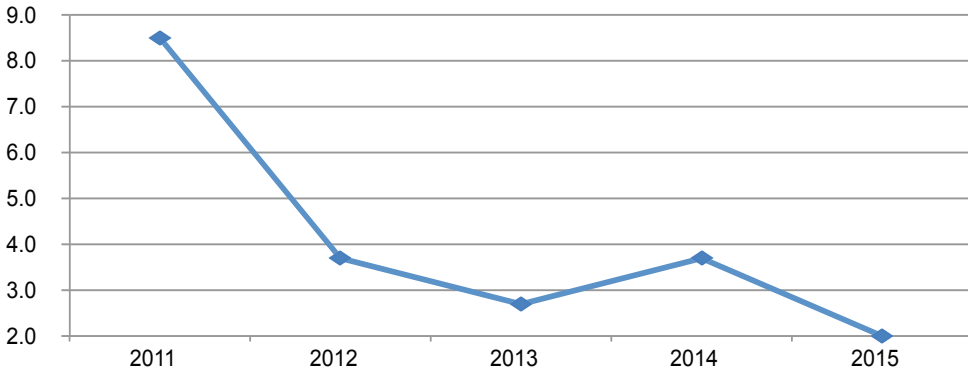
Source : Djibouti (2016).

à 80 % en 2017, et environ un cinquième des recettes fiscales sera nécessaire pour assurer le service de la dette. D'après l'Analyse du degré d'endettement tolérable 2014, les risques de la dette ont augmenté après les prêts non préférentiels contractés par le Gouvernement en 2013 (FMI, 2015b). L'abaissement des exonérations fiscales octroyées par la zone franche est l'une des réformes budgétaires avancées par le FMI (FMI, 2016b). L'économie ne semble en outre pas se diversifier assez rapidement pour échapper à sa dépendance vis-à-vis des ports.

3.3 Politique monétaire

La Vision 2035 du pays reconnaît que les chocs extérieurs liés aux effets de change et aux fluctuations des prix des matières premières et des produits de consommation courante (alimentaires) jouent sur l'inflation. Le taux d'inflation a atteint un sommet de 8,5 % en 2011, qui a été imputé à une hausse du prix international du pétrole et des denrées alimentaires. Il a toutefois diminué ces dernières années, principalement en raison de la stabilisation des prix des denrées alimentaires importées et du prix de l'énergie. Il s'élevait à 2,0 % en 2015, soit un chiffre légèrement inférieur à celui de 3,7 % enregistré l'année précédente (voir figure 5). La baisse de l'inflation est survenue grâce à la chute des prix du pétrole et des mesures prises par le Gouvernement concernant le prix du pétrole lampant – élément important du panier de produits entrant dans la composition de l'indice des prix à la consommation (Banque centrale de Djibouti, 2015). Le maintien du taux de change franc djiboutien (FD)/dollar des États-Unis (USD) à 177,72 FD pour 1 USD a contribué à limiter l'inflation à 2,0 %.

Figure 5: Taux d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation (en pourcentage annuel)



Source : Djibouti (2016).

3.4 Compte courant

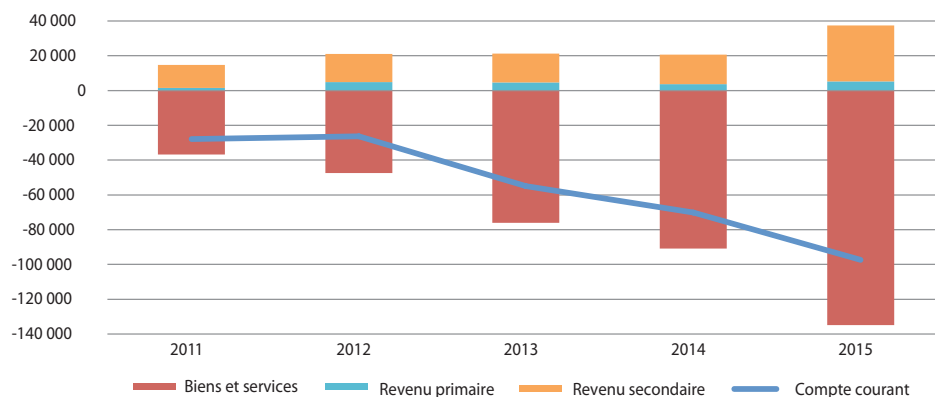
Le déficit du compte courant s'est creusé en 2015, essentiellement sous l'effet de la détérioration de la balance commerciale, qui s'est dégradée d'environ 40 % en 2015. Le déficit commercial a suivi une tendance croissante au cours des cinq dernières années (voir figure 6), en raison de la hausse importante des produits d'importation destinés aux projets d'infrastructures menés dans le pays (voir figure 7) (Banque centrale de Djibouti, 2015). Les échanges dans les services ont en revanche progressé, passant de 29 millions de francs djiboutiens en 2014 à environ 33 millions de francs djiboutiens en 2015.

Le déficit du compte courant, qui était de 31 % du PIB en 2015, devrait retomber à 14,5 % du PIB d'ici à 2018 (Banque mondiale, 2016). Les importations liées aux projets d'infrastructures devraient en effet diminuer, tandis que les exportations devraient progressivement augmenter.

Le solde du compte de revenu primaire est passé de 1,3 % du PIB en 2014 à 1,7 % du PIB en 2015. Cette amélioration découlait en grande partie des divers revenus générés par les avoirs extérieurs du système financier national. La rémunération des salariés s'est également améliorée en raison des salaires versés à des résidents par des organisations internationales et des représentations diplomatiques. Le solde du compte de revenu secondaire a également enregistré une progression, passant de 6,0 % du PIB en 2014 à 10,1 % du PIB en 2015 (Banque centrale de Djibouti, 2015).

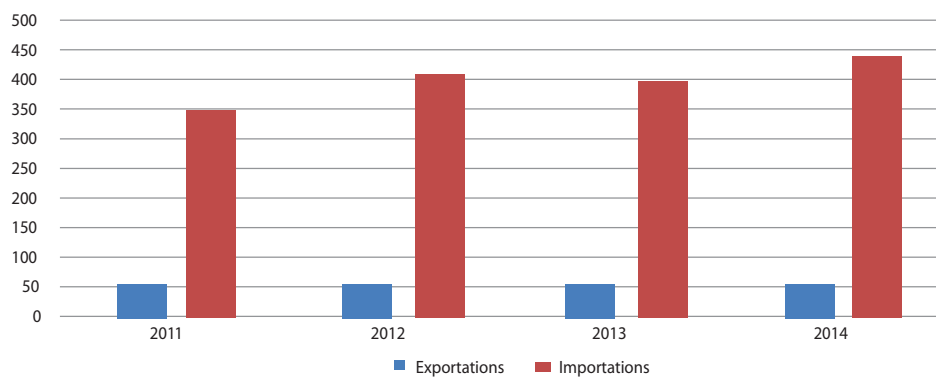
Les principaux partenaires commerciaux de Djibouti en 2014 étaient le Yémen à l'exportation (voir figure 8) et les Émirats arabes unis à l'importation (voir figure 9). Les exportations du pays comprenaient essentiellement des matières premières agricoles, des combustibles et des produits manufacturés (CNUCED, 2016a).

Figure 6: Solde du compte courant sur la période 2011-2015 (en millions de francs djiboutiens)



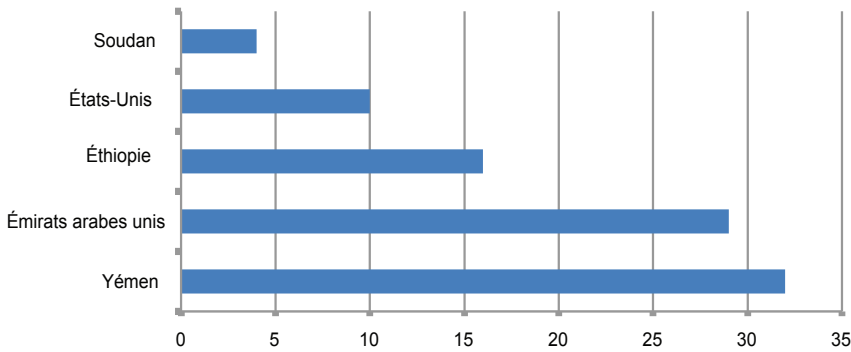
Source : Banque centrale de Djibouti (2016).

Figure 7: Importations et exportations (en millions de francs djiboutiens)



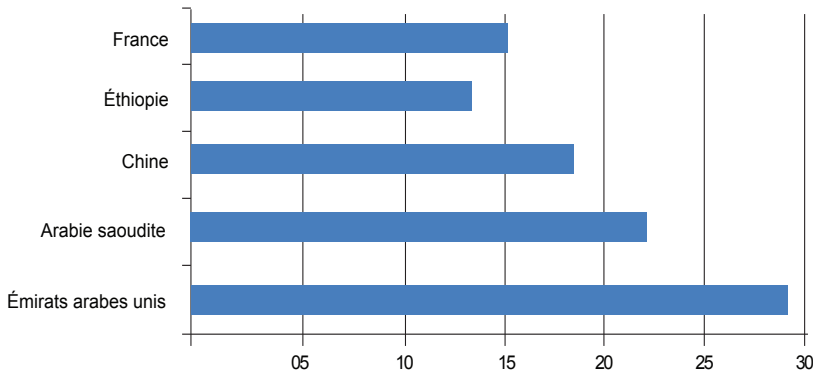
Sources : Banque centrale de Djibouti (2012, 2013 et 2015).

Figure 8: Cinq principaux partenaires de Djibouti à l'exportation en 2014 (en millions de dollars des États-Unis)



Source : CNUCED (2016a).

Figure 9: Cinq principaux partenaires de Djibouti à l'importation en 2014 (en milliards de francs djiboutiens)



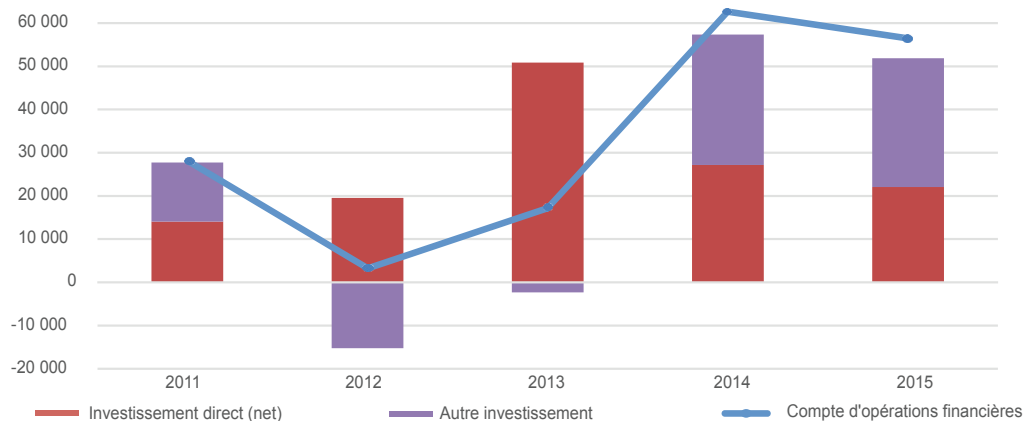
Source : DISED (2015a).

3.5 Comptes de capital et d'opérations financières

Au cours des dernières années, Djibouti semble avoir eu un appétit croissant pour l'emprunt, principalement afin de financer le développement de ses infrastructures. Le tournant s'est opéré sur la période 2012-2013, où davantage de fonds ont été alloués aux équipements publics (voir figure 10). L'Economist Intelligence Unit avance en outre que Djibouti prévoit d'exploiter le secteur de la finance islamique en lançant les *sukuk*⁷ afin de financer les projets d'infrastructures publiques (Economist Intelligence Unit, 2016).

⁷ Obligations respectant la charia, qui procurent un rendement aux investisseurs sans enfreindre le droit islamique.

Figure 10: Comptes de capital et d'opérations financières (en millions de francs djiboutiens)



Sources : Banque centrale de Djibouti (2013 et 2015).

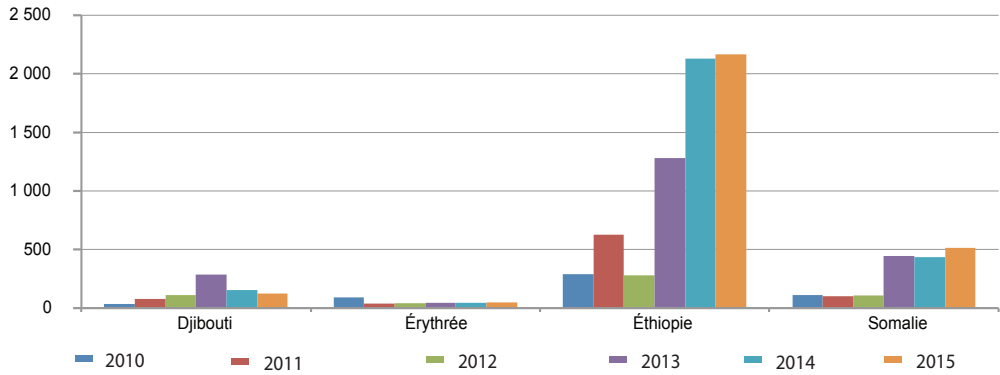
L'IDE est le principal contributeur au solde du compte d'opérations financières, qui a diminué d'environ 10 % en 2015, passant de 62 620 millions de francs djiboutiens en 2014 à 56 462 millions de francs djiboutiens en 2015. Cette évolution a principalement été imputée au fléchissement de l'IDE, qui a reculé d'environ 19 % sur cette même période. Le Gouvernement a joué un rôle essentiel dans l'établissement de politiques et de partenariats déterminants afin d'attirer et de promouvoir davantage d'investissement direct étranger. D'après Global Risk Insights, les entrées d'IDE ont été largement tournées vers les infrastructures, creusant ainsi le déficit d'investissements dans l'éducation et l'emploi (Global Risk Insights, 2016). Les envois de fonds sont quant à eux restés inchangés : ils s'élevaient à 36 millions de dollars en 2014 comme en 2015, et représentaient 2,3 % du PIB en 2015.

Une zone franche a été établie afin d'attirer les investissements et de stimuler les activités économiques dans les secteurs de la fabrication et des services (CNUCED, 2016b). Le montant de l'IDE entrant dans le pays a augmenté au fil des ans. Il a atteint un pic en 2013, allant pour l'essentiel aux projets de développement des infrastructures. Les principaux investisseurs à Djibouti sont les pays du Golfe, l'Éthiopie, le Yémen, les États-Unis d'Amérique, la Chine et la France.

Le pays est toutefois encore à la traîne par rapport aux autres pays de l'IGAD pour ce qui est d'attirer des flux d'IDE conséquents, malgré sa situation géographique stratégique (voir figure 11). Il n'a pas non plus encore atteint son objectif de porter les entrées d'IDE à 20 % de son PIB⁸, contre environ 7 % du PIB actuellement. Ce résultat montre que, malgré les efforts déployés par le Gouvernement pour rendre le pays compétitif, il reste difficile de faire des affaires à Djibouti.

⁸ L'Initiative nationale pour le développement social (INDS) a été adoptée afin de porter les entrées d'IDE dans le pays à 20 % du PIB sur la période 2011-2015.

Figure 11: Entrées d'investissement direct étranger à Djibouti et dans les pays voisins sur la période 2010-2015 (en millions de dollars des États-Unis)



Source : CNUCED (2016b).

Le pays est également confronté à un accroissement des sorties de capitaux. D'après le FMI, les banques préfèrent accumuler des avoirs à l'étranger ou les transférer à leurs maisons mères, car dans le pays les possibilités d'investissement sont limitées et le système financier est insuffisamment développé (FMI, 2016a), drainant ainsi les capitaux hors de Djibouti. Les flux financiers illicites contribuent également aux sorties de capitaux⁹.

⁹ Selon Dev Kar et Joseph Spanjers, les flux financiers illicites ont augmenté, passant de 223 millions de dollars en 2004 à 413 millions de dollars en 2013 (Kar et Spanjers, 2015).

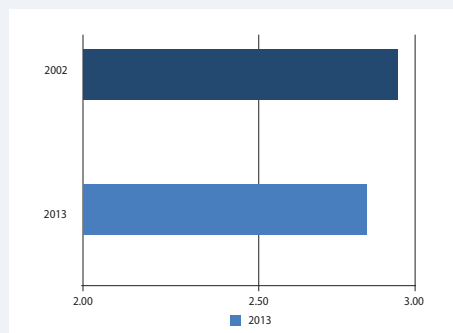
Développement social

L'indice de développement social en Afrique (voir encadré 3) a été mis au point par la CEA pour faire suite à la demande des États membres africains de disposer d'un indicateur de l'exclusion spécifique pour l'Afrique. L'indice se fonde sur l'hypothèse essentielle que la croissance économique devrait entraîner l'amélioration des conditions de vie de tous. Axé sur la prise en compte de tous les cycles de la vie, il mesure l'importance de l'exclusion humaine dans les six dimensions clefs du bien-être : la survie, la santé, l'éducation, l'emploi, les moyens de subsistance et la capacité à mener une vie décente. À l'aide des données nationales disponibles, cet outil permettra de recenser et d'évaluer l'efficacité des politiques sociales à réduire l'exclusion humaine aux échelons national et infranational. L'indice aidera en outre les pays à améliorer leur collecte de données et à renforcer leurs capacités à suivre les progrès accomplis en matière de pauvreté et d'exclusion. Cet outil de suivi et de formulation des politiques complètera les efforts déployés par les États

Encadré 3: Indicateur de développement social en Afrique - Djibouti

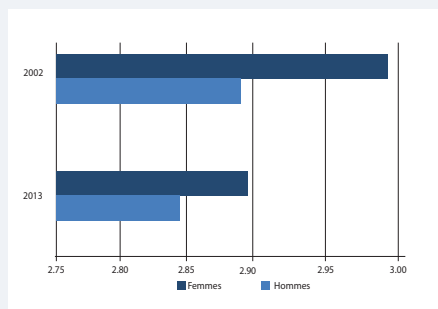
En dépit de ses bons résultats économiques, Djibouti n'est parvenu à obtenir qu'une légère baisse de l'exclusion humaine, qui est passée de 2,92 en 2002 à 2,85 en 2013 (voir figure A). Les femmes semblent moins exclues en 2013 qu'en 2002, sans doute grâce aux politiques efficaces menées en faveur de l'égalité des sexes (voir figure B). La valeur de chacun des indicateurs va de 0 à 1, et la valeur agrégée de l'indice de développement social en Afrique est comprise entre 0 et 6. Plus l'indice est élevé, plus l'exclusion humaine est forte.

Figure A: Indice de développement social en Afrique – Djibouti



Source : Calculs de la CEA d'après les données nationales.

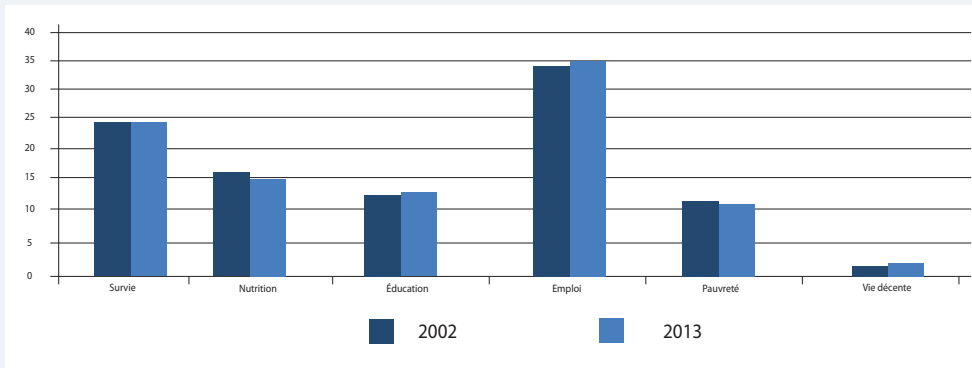
Figure B: Exclusion humaine par sexe



Source : Calculs de la CEA d'après les données nationales.

Le chômage des jeunes est de loin le facteur majeur d'exclusion humaine à Djibouti, contribuant à hauteur de 40 % en 2002 comme en 2013. Viennent ensuite les chances de survie et la malnutrition (voir figure C). On observe des tendances similaires si l'on ventile l'exclusion par sexe.

Figure C: Moteurs de l'exclusion humaine (en pourcentage)



Source : Calculs de la CEA d'après les données nationales.

En termes de mesures d'intervention, le développement social à Djibouti s'est légèrement amélioré ces dernières années, après une expansion massive de l'IDE et des activités commerciales. Cela ne vaut toutefois que pour la capitale Djibouti, et non pour les zones rurales.

Il est par conséquent nécessaire de prêter de toute urgence attention aux inégalités à travers le pays, afin de réduire le risque de tensions sociales dans une région déjà instable. Il faut s'employer à faire en sorte que la croissance économique devienne plus inclusive et équitable, conformément aux priorités énoncées dans l'INDS – notamment améliorer l'allocation des ressources et étendre la protection sociale et les services connexes aux populations vulnérables.

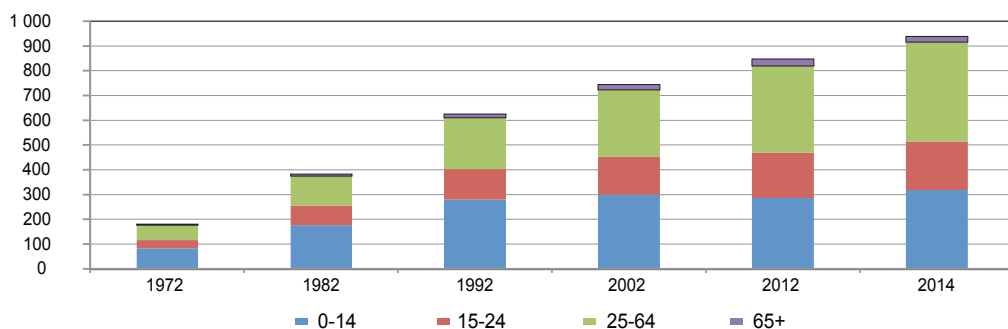
Pour surmonter ces défis, les autorités ont fait de l'élimination de la pauvreté une priorité clef de leur Plan stratégique national 2011-2015 et de leur Vision 2035 à long terme. Le Gouvernement vise également les secteurs économiques clefs afin de créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes. Pour garantir que les avantages de la croissance sont partagés de manière égale à travers le pays, il faut également offrir des perspectives d'emploi hors de la capitale.

Source : CEA, African Social Development Index : Measuring Human Exclusion for Structural Transformation – Eastern Africa Report (2016).

membres pour concevoir des politiques sociales plus inclusives et faciliter la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030 du développement durable, qui insistent fortement sur l'inclusion comme moteur du développement durable et équitable.

4.1 Dynamique démographique

Avec une croissance de plus de 20 % depuis le début du siècle, la population de Djibouti est actuellement estimée à 939 300 habitants (DISED, 2015). À l'instar de nombreux pays africains, où les jeunes constituent le segment le plus vaste de la population, les 15-24 ans représentent plus d'un cinquième de la population djiboutienne (voir figure 12). La création d'emplois rémunérés à leur intention est évidemment une priorité pour le Gouvernement.

Figure 12: Répartition de la population par tranche d'âge (en milliers de personnes)

Sources : BAD, Union africaine et CEA (2016) et DISED (2015).

Lors de l'élaboration de la Vision 2035 et de son premier plan quinquennal SCAPE 2015-2019, Djibouti a reconnu la nécessité de prêter une attention particulière aux moins de 15 ans, qui représentent 35 % de sa population, et de les préparer pour le futur (Djibouti, 2013). La population a augmenté rapidement à la fin des années 1980, mais la dynamique démographique du pays a changé. La croissance démographique annuelle de 1,6 % est désormais moins rapide dans le pays que chez ses voisins l'Érythrée, l'Éthiopie et la Somalie (respectivement 2,7 %, 2,5 % et 3,2 % en 2015) (Union africaine et CEA, 2015).

4.2 Pauvreté et emploi

Djibouti affiche l'un des PIB par habitant les plus élevés en Afrique. Égal à 2 006 dollars en 2015, ce chiffre est supérieur à ceux du Kenya (1 423 dollars) et de l'Éthiopie voisine (635 dollars) (BAD, Union africaine et CEA, 2016). Les niveaux de pauvreté, en particulier dans les zones rurales, traduisent toutefois de grandes disparités. L'indice de la pauvreté était estimé à 22,5 % en 2013, contre 18,5 % en 2012 et 20,6 % en 2002 (Banque mondiale, 2014). D'après le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'extrême pauvreté touche 42 % de la population (PNUD, 2015). L'indice de Gini, égal à 40,0 en 2002 et 44,1 en 2013, est en outre le signe d'inégalités de revenu relativement élevées. À titre de comparaison, il atteignait en Éthiopie 29,8 en 2004 et 33,2 en 2010.

Si des investissements en capital concertés ont été réalisés dans les ports et les transports, il est cependant important de diversifier l'économie au-delà de l'activité portuaire. Plus de 6 000 emplois ont été créés en 2015 (Djibouti, 2016), mais le chômage demeure un défi, 62 % de la population en âge de travailler étant classée dans la catégorie "inactive". D'après le FMI, nombre des emplois créés ont été pourvus par des expatriés en raison de la faible base nationale de compétences (FMI, 2015a). Cette difficulté n'est toutefois pas propre à Djibouti : comme l'a noté le Conseil mondial de réflexion du Forum économique mondial sur l'emploi, les compétences ne sont pas nécessairement adaptées à la demande du marché dans les pays africains (Forum économique mondial, 2014).

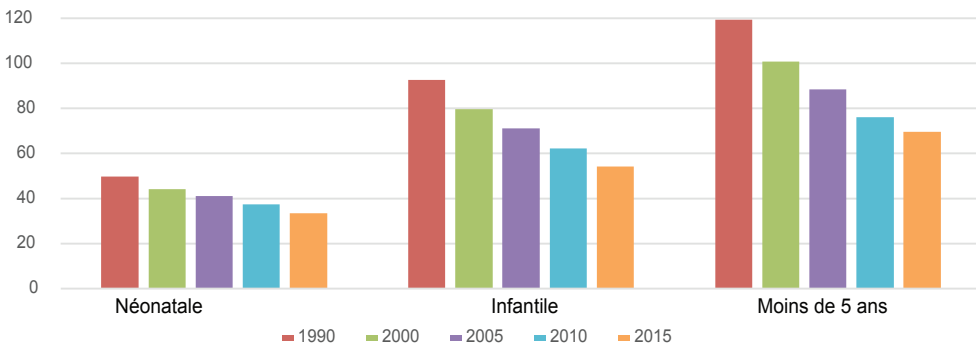
Les personnes âgées bénéficiaires de pension constituent environ 12 % de la population. Ce chiffre certes faible est cependant supérieur à ceux observés en Éthiopie (9 %), au Kenya (7,9 %) et en Ouganda (6 %)¹⁰.

4.3 Santé

L'espérance de vie dans le pays s'élevait à 52,9 ans en 2014 (DISED, 2015). Le pays consacre 8,9 % de son PIB au secteur de la santé. Ce chiffre reste inférieur à l'objectif de 15 % du PIB fixé dans la Déclaration d'Abuja de 2001, mais aucun autre pays du COMESA n'avait atteint ce niveau en date de 2014¹¹. Le projet d'amélioration du secteur de la santé a reçu un don de 7 millions de dollars de la Banque mondiale en 2015. Si les soins de santé sont en principe gratuits, il existe cependant des disparités entre les campagnes et les villes en raison des lacunes des infrastructures en dehors de la capitale et des principales villes des districts.

La proportion d'enfants en retard de croissance (33,5 %) demeure élevée (DISED, 2015), sans doute en raison de l'insécurité alimentaire qui touche le pays et du fait que Djibouti ne produit pas une grande partie de son alimentation¹². Environ 87,4 % des naissances sont effectuées sous la supervision d'accoucheurs qualifiés. Le taux de mortalité néonatale a baissé, passant de 49 pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 33,4 pour 1 000 naissances vivantes en 2015 (voir figure 13). Le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans ont également diminué, en grande partie grâce aux interventions menées dans le secteur de la santé. La prévalence du VIH/sida est estimée à 1,6 % chez les 15-64 ans.

Figure 13: Taux de mortalité (pour 1 000 naissances vivantes)



Source : Banque mondiale (2015).

¹⁰ Il convient de noter que l'âge légal de la retraite varie d'un pays à l'autre.

¹¹ Pour plus d'informations, voir le site Web <http://comstat.comesa.int/ofnftuf/comesa-health-expenditure?lang=fr>.

¹² Un retard de croissance favorise des maladies infectieuses qui entraînent une dénutrition, des déficiences cognitives, des risques de maladies non transmissibles et des décès.

4.4 Éducation

Compte tenu de son indice de développement humain faible, égal à 168 (PNUD, 2015), Djibouti doit redoubler d'efforts pour améliorer ses indicateurs sociaux. Par exemple, les taux d'alphabétisation des garçons et des filles sont respectivement d'à peine 60,1 % et 39,5 %. La proportion d'élèves scolarisés qui parviennent à la dernière année d'enseignement primaire s'élève à 95 %. Le décrochage scolaire continue toutefois de toucher davantage de filles que de garçons, alors même que l'on dénombre moins de filles scolarisées que de garçons, le taux brut de scolarisation étant de 79,9 % en 2015. Le taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire a par ailleurs enregistré une hausse continue (Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, 2015). Le taux brut de scolarisation a également augmenté dans l'enseignement primaire à secondaire. S'agissant des installations, 57 écoles ont été construites entre les années scolaires 2003/04 et 2014/15.

4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Djibouti

L'état de l'inégalité de genre et de l'autonomisation des femmes est mesuré dans plusieurs domaines, indiqués par le diagramme circulaire ci-dessous. Ces domaines sont déterminants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ainsi que pour leur contribution à la croissance durable et partagée de l'Afrique.

Afin d'évaluer l'ampleur des inégalités de genre et de mesurer le niveau de parité et d'autonomisation des femmes en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique a mis au point un outil de suivi, l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). L'IDISA permet aux décideurs politiques d'évaluer leur propre performance dans la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à mettre fin à la marginalisation des femmes.

Le calcul de la notation est effectué à partir de l'Indice de la condition féminine (ICF), l'une des composantes de l'IDISA. Pour chaque indicateur clé, la note calculée est une moyenne arithmétique non pondérée : le ratio hommes/femmes des valeurs de l'indicateur est multiplié par 10 et le résultat est arrondi au nombre entier le plus proche. Une note de zéro représente le plus haut niveau d'inégalité, une note de 5, un niveau de parité moyen, et une note de 10, une parité parfaite. Les niveaux de parité supérieurs à 10 représentent des situations où les femmes ont dépassé les hommes, indépendamment du niveau de développement du domaine concerné.

La plupart des chiffres permettant de calculer les notes sont tirés des plus récentes données nationales disponibles. Toutefois, pour certains indicateurs, les pays ne disposant pas de données ventilées, on a retenu des données internationales, dont des résultats d'enquêtes de l'Institut national de la statistique de Madagascar, l'Enquête 2010, Rapport IDISA 2012, le rapport de l'Union interparlementaire 2016 et celui de la Banque mondiale, Global Data Index 2014.

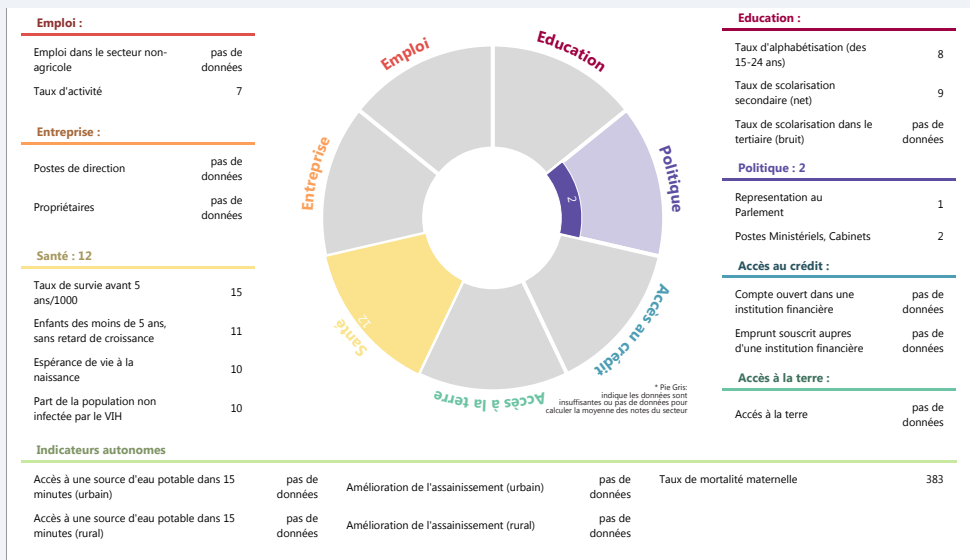
Encadré 4: Égalité de genre et autonomisation des femmes - Djibouti

D'après les données pour Djibouti, il existe une égalité de genre (note = 10) pour les indicateurs liés à la santé, notamment pour l'espérance de vie à la naissance et la proportion de la population non infectée par le VIH (15-24 ans). Les femmes (61 ans) vivent légèrement plus longtemps que les hommes (59 ans) (DISED, 2012). En matière de santé infantile, s'agissant du taux de survie et des enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance, avec des notes respectivement de 15 et 11, les filles s'en sortent mieux que les garçons.

Dans le domaine de l'éducation, une enquête réalisée en 2011 par la DISED a montré qu'avec une note de 9, les femmes étaient presque à parité pour le taux net de scolarisation dans l'enseignement secondaire. Environ 80 % des jeunes hommes sont alphabétisés, contre 66,1 % des jeunes femmes, d'où une note de 8. Dans le secteur économique, la participation des femmes à la population active (34 %) est inférieure à celle des hommes (47 %), ce qui donne une note de 7 (DISED, 2012).

Malgré des progrès dans certains secteurs, certains domaines posent problème. On observe une inégalité de genre dans le secteur politique. Seuls 7 des 65 membres du Parlement sont des femmes. De même, 3 femmes seulement détiennent des portefeuilles ministériels, contre 18 hommes.

Les résultats de Djibouti en matière d'égalité des sexes sont mitigés. Par exemple, les mariages d'enfants – c'est-à-dire de mineurs de moins de 16 ans – sont certes encore élevés, mais représentent moins de 10 % de l'ensemble des mariages. D'après les statistiques nationales, l'âge moyen du premier mariage est de 29,9 ans pour les hommes et 30,7 ans pour les femmes (DISED, 2015a). La représentation des femmes au Parlement demeure très faible : elle est de 13 % (Union interparlementaire (UIP), 2016), soit un chiffre inférieur au taux de 30 % proposé dans le Programme d'action de Beijing. Moins de 15 % des entreprises emploient des femmes à des postes de cadres supérieurs. Les mutilations génitales féminines demeurent par ailleurs élevées dans le pays, et d'après un rapport du PNUD, les femmes de 45 à 49 ans et les filles de 15 à 19 ans représentent plus de 90 % des personnes qui en ont subi (PNUD, 2015).



Source : Calculs CEA..

Analyse thématique : Développer les capacités humaines en vue de la transformation structurelle

L'économie de Djibouti offre un intéressant cas d'étude. Elle se distingue nettement de la plupart des autres économies africaines en cela que l'agriculture représente une très faible part du PIB et que Djibouti est un pays à revenu intermédiaire très urbanisé. Or, sa part de marché et son faible développement humain entravent le rythme de sa transformation structurelle. Le pays doit instaurer des politiques et mettre en œuvre des stratégies axées sur le développement du capital humain. La BAD a appelé à mettre l'accent sur l'enseignement tertiaire dans les stratégies de développement des pays africains. Elle reconnaît que le "renforcement des compétences techniques et professionnelles améliore la compétitivité des économies et contribue à l'inclusion sociale, à des emplois décents et à la réduction de la pauvreté. Ces compétences peuvent permettre d'accéder à des emplois gratifiants sur le plan économique et social, et soutiennent le développement d'entreprises informelles." (BAD, 2011, p. 114).

Les pays de la région dont le revenu par habitant est inférieur à celui de Djibouti – par exemple le Kenya et la République Unie de Tanzanie – continuent de mieux tirer leur épingle du jeu que Djibouti selon l'indice de développement humain, en raison de meilleurs résultats dans l'éducation. Pour soutenir les taux de croissance et garantir sa compétitivité aux niveaux régional et mondial, le pays doit répondre aux besoins de compétences dans les transports et les services. Une approche ciblée serait bénéfique à ces secteurs. Selon Soni *et al.*, un enseignement de bonne qualité, complété par une formation professionnelle adaptée et un développement des compétences, prépare les générations à une vie productive (Soni *et al.*, 2014).

Djibouti est très urbanisé, 72 % de sa population résidant dans les villes¹³, soit un chiffre supérieur à celui de 40 % de citadins en Afrique estimé par la CEA. C'est même le pays le plus urbanisé en Afrique de l'Est. Au moins 60 % de sa population vit dans la capitale, ville portuaire où il existe une forte concentration de main-d'œuvre, conjuguée à des perspectives d'emploi. Le taux d'urbanisation élevé est un atout pour le pays en

¹³ D'après la DISED (2015), ce chiffre est de 72 %. Plusieurs sources internationales fournissent des estimations plus élevées, proches de 80 %.

termes d'avantages liés à la concentration géographique, mais exerce une pression sur les infrastructures telles que l'eau et l'assainissement, par exemple.

Contrairement à la plupart des pays de la région, Djibouti ne peut pas beaucoup compter sur l'agriculture. Il ne dispose en effet pas de suffisamment de terres, seules 10 % des terres étant arables, d'après les estimations. Le choix du développement massif des infrastructures semble aller dans la bonne direction et est cohérent avec les aspirations du pays, de l'IGAD et de l'Agenda 2063 à entreprendre une modernisation des infrastructures et une transformation structurelle, génératrices de croissance partagée, d'emplois décents et de chances économiques pour tous (Union africaine, 2015). Pour y parvenir, il faudra cependant des compétences qui sont encore rares actuellement dans le pays.

Autre paradoxe, alors que le pays borde l'océan Indien, il se heurte tout de même à de sérieux problèmes d'eau douce, et doit en importer depuis l'Éthiopie voisine (voir encadré 5).

Il existe également de sérieux problèmes dans le secteur de l'énergie, qui se traduisent par de fréquentes coupures de courant face à la croissance rapide de la demande énergétique. Djibouti dépend actuellement de la production d'énergie thermique nationale et des importations d'hydroélectricité pour assurer ses besoins intérieurs (Ministère de l'énergie chargé des ressources naturelles, 2016). L'électricité est également une ressource rare dans le pays, où le taux d'électrification est estimé à 20 % en milieu rural et à environ 60 % en milieu urbain. Actuellement, 65 % de l'électricité est importée depuis l'Éthiopie. Ce portrait est à l'image de la situation observée sur le continent en général, où l'essentiel du réseau électrique est concentré dans les zones urbaines, tandis que la grande majorité de la population vit sans électricité (Africa Progress Panel, 2015). On constate toutefois quelques signes de progrès. D'après la Banque centrale de Djibouti, la production a augmenté de 10,3 %, tandis que la consommation ne s'est accrue que de 7,2 %, entre 2014 et 2015 (Banque centrale de Djibouti, 2015).

Encadré 5: Faire face aux pénuries d'eau

Djibouti souffre d'une grave pénurie d'eau. En 2012, on estimait à 80 000 m³ par jour la demande d'eau dans la capitale, où réside 72 % de la population djiboutienne, alors que l'offre ne couvrait que 36 000 m³ par jour (Commission européenne, 2012). Cette demande devrait en outre doubler au cours des 20 prochaines années, accentuant la pression exercée sur le réseau de distribution d'eau existant. Le projet intitulé Production d'eau potable par dessalement et énergie renouvelable est l'une des initiatives en cours visant à remédier à la pénurie d'eau. Il comprendra la construction dans la capitale d'une usine de dessalement d'eau fonctionnant à l'énergie renouvelable, le but étant d'approvisionner en eau environ 200 000 habitants de certaines des régions les plus pauvres du pays (en particulier, Balbala, une banlieue située au sud de la ville). L'Office national de l'eau et de l'assainissement de Djibouti estime que ce projet coûtera environ 46 millions d'euros, financés pour l'essentiel par l'Union européenne, qui a promis un don de 40,5 millions d'euros à la fin de l'année 2012. L'usine devrait afficher une capacité de 22 500 m³ par jour, extensible à 45 000 m³ par jour, et sera alimentée par des sources d'énergie renouvelable. Un parc éolien est prévu dans la deuxième phase du projet.

La stratégie SCAPE élaborée pour réaliser la Vision 2035 du pays met l'accent sur la promotion de l'emploi, tout en modernisant la base de l'économie, en renforçant le rôle du secteur privé et en réduisant les disparités sociales et régionales. Elle a pour objectif principal de réaliser une transformation structurelle de l'économie, qui multiplierait par trois le salaire par habitant et créerait plus de 200 000 emplois tout en ramenant le taux de chômage à environ 10 % d'ici à 2035. Elle vise en outre à réduire d'un tiers la pauvreté absolue et à fournir un accès universel à l'énergie, à l'eau et aux services sanitaires de base (Djibouti, 2015).

Djibouti continue de se heurter au faible développement des capacités, qui a limité sa croissance économique. Le développement des secteurs économiques qui exigent du capital humain (par exemple, la fabrication) ayant été lent, le taux de transformation économique tirée par l'industrie a par conséquent été faible. Si Djibouti entend réaliser une transformation structurelle durable, il doit continuer d'assurer le suivi de ses stratégies de développement des compétences. Comme le notent Soni *et al.*, "au moment où les pays africains réajustent leurs modèles de croissance afin de consolider leurs positions dans l'économie mondialisée, la disponibilité d'une base de ressources humaines très qualifiées y compris techniquement sera un élément déterminant pour le succès" (Soni *et al.*, 2014, p. 2).

Malgré l'expansion des infrastructures portuaires, il existe encore une pénurie de compétences spécialisées à Djibouti, et 2,5 % de la main-d'œuvre seulement a suivi un enseignement tertiaire. Pour combler ce fossé, l'Université de Djibouti a introduit des programmes diplômants en sciences de l'ingénieur, en ressources humaines et d'autres cours connexes¹⁴. Il faudra également élaborer des programmes axés sur les compétences pour lesquelles il existe une forte demande, par exemple dans les domaines de la logistique et de l'assurance. La mise en place de davantage de programmes d'enseignement et de formation technique et professionnelle contribuerait également à combler les lacunes en matière de capital humain. Le Technical and Vocational Education and Training Centre situé dans la zone franche, sous la gestion de l'autorité portuaire, est l'une de ces initiatives. Le pays a par ailleurs décidé d'intégrer l'anglais dans les programmes scolaires afin d'aider à surmonter l'obstacle de la langue, en particulier compte tenu du nombre accru de visiteurs étrangers, notamment des occupants des bases militaires des États-Unis et de la Chine.

Si, contrairement à ses voisins, Djibouti n'est pas doté de ressources naturelles, il possède en revanche un énorme potentiel en tant que plate-forme d'éclatement logistique et porte d'entrée sur l'Afrique de l'Est. Il entretient de bonnes relations avec l'Éthiopie, les Émirats arabes unis, le Qatar, la Chine, la France et les États-Unis. Points de transit internationaux, ses ports, en particulier Doraleh, jouent un rôle important sur la route de l'Afrique de l'Est¹⁵. Son historique récent d'accueil de bases militaires est également important pour le pays. Les

¹⁴ La faculté des sciences de l'ingénieur à l'Université de Djibouti a ouvert en 2013 en vue de former des ingénieurs dans le pays.

¹⁵ On estime que 20 000 navires et 20 % des exportations mondiales traversent chaque année l'Afrique de l'Est. En outre, 10 % des exportations mondiales de pétrole transitent par Bab-el Mandab, d'après les estimations.

États-Unis, le Japon et la France y exploitent aujourd'hui des bases militaires, tandis qu'une base chinoise est en construction. Selon la BBC, le pays reçoit 63 millions de dollars de la part des États-Unis et 100 millions de dollars de la part de la Chine pour les bases militaires¹⁶ (Oladipo, 2015).

Il est en outre impératif pour l'économie de développer davantage le secteur privé. Au fil des années, le pays s'est bien intégré dans les économies régionale et mondiale grâce à divers partenariats. Ses relations étroites avec l'Éthiopie et le fait qu'il accueille le siège de l'IGAD témoignent de son engagement en faveur de l'intégration régionale. Le pays assure également un service au Programme alimentaire mondial en hébergeant son entrepôt régional. Il s'est récemment attaché à conclure des accords régionaux et internationaux pour assurer le bien-être de sa population. Par exemple, la coopération avec l'Éthiopie dans le cadre d'accords sur l'électricité et sur l'eau a permis de réduire les coûts et contribuera à accroître l'accès de Djibouti à une eau non polluée une fois la construction de l'aqueduc entre les deux pays achevée.

Le pays ne peut toutefois s'autoriser aucun relâchement dans sa stratégie, face à la concurrence croissante des ports voisins sur le même marché¹⁷. S'il entend être la plateforme d'éclatement logistique de la région, Djibouti doit améliorer sa performance dans ce domaine par rapport au reste du monde. D'après l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, le pays se classait 145^e sur 150 en 2007 et 134^e sur 160 en 2016 – le Kenya ayant été 76^e et 42^e ces deux mêmes années. Tous les indicateurs de performance logistique (douanes, envois internationaux, infrastructures, compétences logistiques, suivi et localisation, ponctualité) doivent progresser.

Des mesures supplémentaires pourraient être prises pour consolider la transformation structurelle, notamment le développement du secteur privé dans le cadre de politiques d'intervention dans les petites, moyennes et microentreprises en appui au développement actuel des infrastructures. Il est essentiel d'investir dans les connaissances entrepreneuriales. Cela réduirait les inégalités économiques et offrirait des perspectives d'emploi aux femmes et aux jeunes. Le pays gagnerait également à formuler des politiques qui permettraient aux institutions de l'État et de la société civile d'accroître leur participation, de collaborer ensemble et de se mobiliser autour des priorités en matière de développement des capacités humaines.

¹⁶ Ce chiffre de 63 millions de dollars est cohérent avec celui cité par le Financial Times (Manson, 2016). Le point de divergence concerne la Chine, qui verserait 20 millions de dollars en date de 2014 d'après le Financial Times et non les 100 millions de dollars cités par la BBC (Oladipo, 2016).

¹⁷ Le PNUD donne une vision claire de cette question (PNUD, 2015a).

6. Évaluation de la qualité des données nationales

Note méthodologique : La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs: un disque vert indique une « bonne » source de données, un jaune une source « satisfaisante » et un rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évalués la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Démographie	Valeur	Évaluation
Population (en milliers)	939,3 (2014)	1
Taux de croissance démographique (%)	1,5 (2014)	1
Population urbaine (%)	72,0 (2014)	1
Enfants (0-15 ans, %)	33,9 (2014)	1
Adultes (15-65 ans, %)	63,6 (2014)	1
Personnes âgées (> 65 ans, %)	2,5 (2014)	1
Performance macroéconomique et sectorielle	Valeur	Évaluation
PIB à prix courants (millions FD)	308 278 (2015)	1
Taux de croissance du PIB réel (%)	6,5 (2015)	1
Taux d'inflation (%)	2,0 (2015)	1
Solde du compte courant (millions FD)	-97,35 (2015)	2

Tendances économiques et indicateurs de performance	Valeur	Évaluation
Exportations totales (millions FD)	23,7 (2015)	2
Importations totales (millions FD)	192,0 (2015)	2
Investissement direct net (millions FD)	22 037 (2015)	2

Éducation et emploi	Valeur	Évaluation
Taux brut de scolarisation dans le primaire	79,9 (2015)	1
Taux d'alphabétisation des 15-24 ans	60,1 (2015)	1
Taux de chômage (%)	60,0 (2014)	1
Santé	Valeur	Évaluation
Mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	100,8 (2015)	1
Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	54,2 (2015)	1
Mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)	33,4 (2015)	1
Proportion de naissances assistées par des soignants qualifiés (%)	87,4 (2015)	1

Codes des sources des données

1. DISED.
2. Banque centrale de Djibouti.

Bibliographie

Africa Progress Panel, *Rapport 2015 sur les progrès en Afrique. Énergie, population et planète : saisir les opportunités énergétiques et climatiques de l'Afrique* (Genève, 2015).

BAD, *Rapport sur le développement en Afrique 2011. Le développement du secteur privé comme moteur du développement économique en Afrique* (Tunis, 2011).

BAD, Union africaine et CEA, *Annuaire statistique pour l'Afrique* (2015).

_____, *Annuaire statistique pour l'Afrique* (2016).

Banque centrale de Djibouti, *Rapport annuel 2012* (2012). Disponible à l'adresse www.banque-centrale.dj/rubriques/27.

_____, *Rapport annuel 2013* (2013).

_____, *Rapport annuel 2015* (2015).

Banque mondiale, *World Bank Development Indicators 2014* (Washington, 2014).

_____, *World Bank Development Indicators 2015* (Washington, 2015).

_____, *Djibouti's Economic Outlook* (2016). Disponible à l'adresse <http://pubdocs.worldbank.org/en/897151460138329732/MEM-Djibouti.pdf>.

CEA, *Approaches to evaluating forecast performance : technical review* (Addis-Abeba, 2015).

CEA et al., *Rapport OMD 2014. Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Analyse de la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015* (Addis-Abeba, 2014). Disponible à l'adresse www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/MDG_Africa_Report_2014_FR.pdf?download.

CNUCED, *Profil général : Djibouti* (2016a). Disponible à l'adresse <http://unctadstat.unctad.org/FR>.

_____, *World Investment Report 2016 : Investor Nationality : Policy Challenges*, numéro de vente : E.16.II.D.4 (2016b).

Commission européenne, L'UE annonce une aide importante en faveur d'une usine innovante de dessalement à énergie renouvelable à Djibouti (19 décembre 2012). Disponible à l'adresse http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1405_fr.htm.

DISSED, *Enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux* (DISSED, 2012).

_____, *Enquête nutritionnelle SMART* (2013).

_____, *Annuaire statistique* (2015).

_____, *Annuaire du commerce extérieur* (2015a).

Djibouti, *Vision Djibouti 2035* (2013). Disponible à l'adresse www.ccd.dj/w2017/wp-content/uploads/2016/01/Vision-Nationale.pdf.

_____, *Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2015-2019* (2015). Disponible à l'adresse www.djibouti2035.dj/images/VisionSCAPE/SCAPE-Français.pdf.

_____, *Rapport annuel 2015 sur la situation économique et sociale de Djibouti* (Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Direction de l'économie et du plan, 2016).

Economist Intelligence Unit, Central bank to issue sukuk in drive to tap Islamic finance (8 novembre 2016). Disponible sur le site Web www.economist.com.

FMI, Djibouti : 2014 Article IV consultation – press release ; staff report ; and statement by the Executive Director for Djibouti. IMF Country Report No. 15/338 (Fonds monétaire international, Washington, 2015a).

_____, Djibouti : staff report for the 2014 Article IV consultation – debt sustainability analysis (Fonds monétaire international, Washington, 2015b).

_____, Djibouti : Consultations de 2015 au titre de l'article IV – communiqué de presse et rapport des services du FMI. Rapport du FMI n° 16/248 (Fonds monétaire international, Washington, 2016a).

_____, Djibouti : Questions générales. Rapport du FMI n° 16/249 (Fonds monétaire international, Washington, 2016b).

Forum économique mondial, *Matching Skills and Labour Market Needs : Building Social Partnerships for Better Skills and Better Jobs* (Conseil mondial de réflexion du Forum économique mondial sur l'emploi, Genève, 2014).

Global Risk Insights, Djibouti : what lies behind the ambitious investment programme of the "New Dubai"? (2016). Disponible à l'adresse <http://globalriskinsights.com/2016/12/djibouti-investment-program>.

Kar, Dev et Spanjers, Joseph, *Illicit Financial Flows from Developing Countries : 2004-2013* (Global Financial Integrity, Washington, 2015).

Manson, Katrina, China military to set up first overseas base in Horn of Africa, *Financial Times* (31 mars 2016). Disponible à l'adresse www.ft.com/content/59ad20d6-f74b-11e5-803c-d27c7117d132.

Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, *Annuaire statistique 2014-2015* (2015).

Ministère de l'énergie chargé des ressources naturelles, Energy development options for Djibouti : enabling the meeting of national electricity generation goals (2016).

Oladipo, Tomi, Why are there so many military bases in Djibouti? (16 juin 2015). Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-africa-33115502.

ONU, National Accounts Main Aggregates Database (2016). Disponible à l'adresse <http://unstats.un.org/unsd/snaama/resCountry.asp>.

ONUDI, *Industrial Development Report 2016 : The Role of Technology and Innovation in Inclusive and Sustainable Industrial Development*, numéro de vente : E.15.II.B.47 (2016).

PNUD, *Human Development Report 2015 : Work for Human Development*, numéro de vente : E.15.III.B.1 (2015).

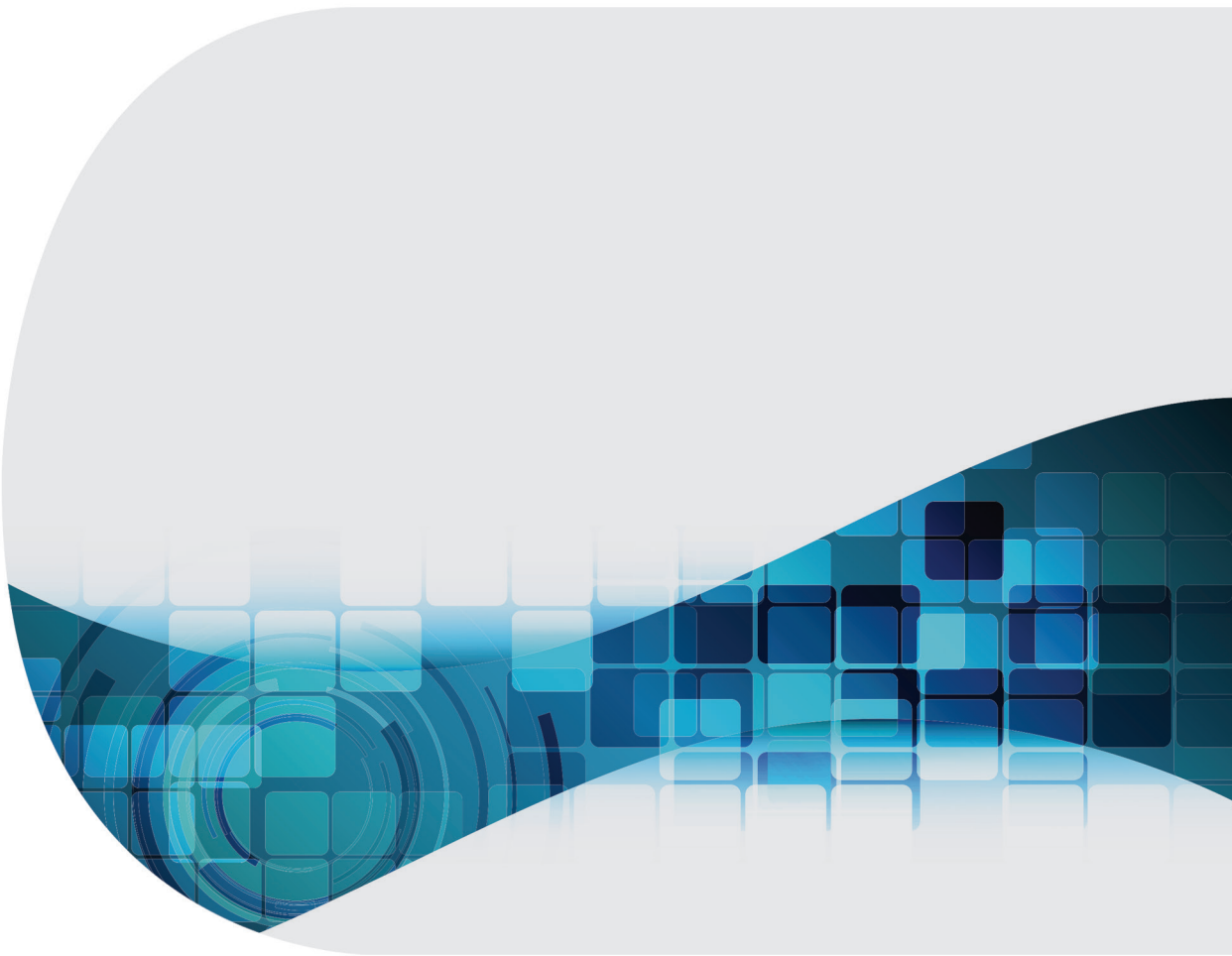
_____, If Africa builds nests, will the birds come? : Comparative study on special economic zones in Africa and China. Working Paper Series, No. 06 (Beijing, 2015a).

Railway Gazette, Ethiopia-Djibouti railway inaugurated (5 octobre 2015). Disponible à l'adresse www.railwaygazette.com/news/infrastructure/single-view/view/ethiopia-djibouti-railway-inaugurated.html.

Soni *et al.*, Africa rising and skills needs. Communiqué de presse (juillet 2014). Regent Business school. Disponible à l'adresse <http://regent.ac.za/africa-rising-and-skills-needs>.

UIP, Les femmes dans les parlements nationaux – État de la situation au 1^{er} avril 2016 (UIP, 2016).

Union africaine, *Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons* (Addis-Abeba, 2015).



UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.

ISBN 978-99944-70-11-2



9 789994 470112